

Économies d'eau et d'énergie

Chouettes mes toilettes sèches

Ecodomeo, c'est le nom de ces toilettes sèches nouvelle génération. À chaque passage pour la grosse commission, pas de chasse d'eau à tirer, pas de sciure à déposer, juste une pédale pour actionner mécaniquement un tapis roulant et faire choir les offrandes du bas-ventre dans un local construit à cet effet. L'urine, séparée des fèces par gravité, peut être stockée et utilisée dans le jardin ou être évacuée avec les eaux usées. Le tapis est automatiquement nettoyé par un jeu de racles. Le lieu de stockage est impérativement ventilé.

Ces deux précautions assurent une absence totale d'odeur. Éprouvée depuis quinze ans, cette technologie était pour l'instant utilisée dans les lieux publics difficiles d'accès (refuge de montagne). Le grand avantage d'Ecodomeo est de ne nécessiter quasiment aucun entretien (15 min/an pour étaler le tas au croc à fumier tous les trois ou quatre mois) et de pouvoir évacuer le compost tous les deux à dix ans seulement. Seul hic pour l'instant, le prix unitaire (1 965€ HT) élevé pour cause de fabrication en petit volume.



Crédit d'impôt

Le 30 décembre dernier, la loi de finances a été modifiée, chamboulant un peu le dispositif du crédit d'impôt. Pour 2010, le taux du crédit d'impôt baisse pour les menuiseries isolantes et les chaudières à condensation, il sera désormais de 15 % (contre 25 % auparavant). Il est maintenu à 25 % pour la pose et le matériel d'isolation des « parois opaques ». Enfin, plusieurs modifications concernant la production d'énergie par les énergies renouvelables sont synthétisées dans le tableau ci-contre.

Énergies renouvelables	2009	2010
Cas général	50 %	50 %
Pompes à chaleur (PAC) air/eau	40 %	25 %
PAC géothermiques	40 %	40 %
Pose du capteur souterrain des PAC géothermiques	Aucun	40 %
Chauffe-eau thermodynamiques	Aucun	40 %
Chauffage bois ou autres biomasses	40 %	25 %
Sauf, en cas de remplacement d'un ancien chauffage bois	40 %	40 %

Retrouvez toutes les adresses p. 55, dans notre carnet d'adresses.

Les locataires mettent la main à la poche

Les propriétaires pourront augmenter les charges, avec l'accord préalable de leurs locataires, pour financer les travaux d'amélioration énergétique des logements. Un décret et deux arrêtés, tous du 23 novembre 2009, mettent sur pied ce dispositif. Ces travaux doivent correspondre à des niveaux de performance définis par ces textes. Une nouvelle ligne peut ensuite apparaître, pendant quinze ans, sur les appels de loyer : « contribution au partage de l'économie de charges ». La contribution des locataires est fixe et non révisable. Son montant est soit forfaitaire (10€ pour un studio, 15€ pour un deux ou trois pièces et 20€ pour quatre pièces et plus), soit calculé d'après les économies d'énergie réalisées dans les bâtiments, sur la base d'une étude thermique. Dans ce cas, la contribution ne peut dépasser la moitié de l'économie réalisée sur les factures. Les associations de locataires craignent toutefois que les travaux ne soient imposés aux locataires et réclament une expertise indépendante sur la baisse réelle des charges après travaux.

Les Pays de la Loire aident à la rénovation

Depuis septembre dernier, la Région Pays de la Loire aide les particuliers à rénover leur résidence principale. L'aide représente 30 % des travaux d'investissement, avec un plafond situé à 5 000 €. Elle est accordée après un audit thermique de la maison et si les travaux permettent d'améliorer d'au moins 40 % sa performance énergétique. Sur la base de performances minimales, l'aide contribue à financer l'isolation, le remplacement des fenêtres, l'installation d'une VMC double flux, d'un système solaire ou d'un chauffage bois ou encore d'un système de régulation du chauffage.